DOCUMENT

23 propositions des habitants des quartiers populaires de Marseille

lundi 24 août 2015, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2013).

Les 23 PROPOSITIONS des habitants

1. Les habitants demandent la mise en place d'une instance officielle de dialogue et de travail permanente avec les institutions publiques au plus haut niveau de décision (Préfets, Procureur, élus…). Celle-ci pourra être saisie par les habitants sur l'ensemble des données concernant la situation des quartiers populaires. Nous souhaitons que cette situation et plus particulièrement l'activité des réseaux de trafic et leur évolution soient observées en permanence. Nous attendons de ce travail des résultats mesurables et des interventions régulières du préfet de police pour nous tenir informer des avancements sur la sécurité dans nos quartiers.

2. Nous souhaitons que ces états des lieux, l'analyse de ces problèmes et la recherche de solutions fassent l'objet d'un débat public entre les institutions (dont les élus), les professionnels de terrain et les habitants. Nous souhaitons que les réponses mises en place soient suivies et évaluées par les pouvoirs publics et avec les habitants. Nous souhaitons que les habitants puissent participer activement aux espaces de travail inter-institutionnels et ce, sur le long terme.

3. Les habitants retiennent l'idée portée désormais par les pouvoirs publics que **la seule intervention répressive et pénale ne peut répondre à la situation**. La prévention de la récidive est importante pour les familles, les bracelets électroniques ne peuvent suffire à l'insertion, cela devrait être accompagné d'une politique spécifique d'aide et d'accompagnement des jeunes à l'insertion vers l'emploi, à la formation, et au relogement si nécessaire des familles en difficulté.

4. Si **l'intervention policière** démontre une certaine efficacité, tous craignent que la logique des réseaux reprenne le dessus aussi tôt la police partie. Cette intervention, conçue comme elle l'est à présent, va augmenter la frustration des habitants, les tensions, la perte de confiance et mettre de la distance avec les institutions voire contribuer à déstabiliser les équilibre fragiles de nos quartiers dès la première occasion. Il faut agir de façon concertée. La réponse publique doit nécessairement articuler répression / prévention / éducation / soins /réduction des risques / aménagement urbain (favoriser les chantiers d'insertion, chantiers humanitaires…) / accès à l'emploi / suivi de formation qualifiante.

C'est pourquoi nous resterons mobilisés dans le temps, après la marche du 1° juin.

Dans l'immédiat et avant cet été

5. **Faciliter l'accès aux services des sports : des heures d'ouverture adaptées et l'accès gratuit**

La prévention des plus jeunes devrait être soutenue par le conseil général et la Ville de Marseille, notamment par la gratuité des transports, l'ouverture de toutes les piscines avec des horaires adaptés aux publics allant jusqu'à 21h, l'accès aux stades qui peut être géré par les associations

sportives durant les vacances scolaires. Les gymnases également devraient être ouverts durant les vacances scolaires, comme les écoles primaires et les collèges, pour être gérés comme les centres aérés, par les associations de quartiers.

Nous demandons à ce que soient multipliées les mesures ou offres de services qui redonnent une activité à nos enfants et nos adolescents (projet jeune à visée humanitaire, transports gratuits l'été..). Il s'agit de reconnaître les associations sportives des quartiers et le bénévolat des adultes qui œuvrent depuis des années à maintenir ces valeurs et ce lien entre les générations. Le partage des équipements sportifs semble indispensable et les responsables publics et politiques ont le devoir de nous aider à cet encadrement de la jeunesse, dans l'intérêt commun.

6. Interdiction de vente d'alcool dans les épiceries de nuit

Les réponses mises en œuvre doivent être concrètes et avoir des effets directs sur les territoires : Renforcer les contrôles de consommation d'alcool dans les bars auprès des mineurs (appliquer la loi). Interdiction de vente d'alcool dans les épiceries de nuit qui font office de bistrots d'appoint, véritables sas de contamination nocturne pour les plus jeunes. Un encadrement et une lisibilité réglementaire s'imposent.

A moyen terme

7. Renforcer le soutien scolaire pour tous

Le soutien scolaire devrait bénéficier de moyens matériels et humains à la hauteur des attentes des familles. Il faut redonner les moyens supprimés pour les RASED et l'enseignement spécialisé, et diversifier l'offre : intervention dans les familles, petit groupe de travail avec la présence des parents, ou d'un adulte aidant, enseignants, travailleurs sociaux, stagiaires, étudiants issus de divers origines sociales, collèges ouverts pendant les vacances et remise à niveau avant la rentrée. La création d'associations de parents au niveau des collèges, formera et responsabilisera les parents-bénévoles pour être en interface parents/enseignants (expérience de l'association de 14° avenue).

8. Protection des mineurs et jeunes majeurs

Nous demandons en priorité que les enfants qui cèdent à l'attractivité des réseaux et en subissent ensuite l'emprise soit pris en compte et protégés au titre de l'ordonnance de 1945 sur la protection des mineurs. Nous demandons qu'ils bénéficient d'une prise en charge spécifique et que soient reconnues la gravité des menaces et les risques qui pèsent sur eux. Les familles souhaitent aussi pouvoir être concrètement soutenues pour permettre aux enfants de trouver des alternatives à l'attractivité des réseaux (emplois – formation – suivi éducatif – déplacements…).
Nous demandons à ce que soient entendues et reconnues les situations réelles de coercition, de menaces ou d'emprise subies par les enfants quand ils souhaitent se mettre à distance des réseaux et de leur activité (relogement possible - changement de quartier - éloignement du territoire…). A cet effet, nous pensons que les moyens doivent être donnés aux services qui assurent la gestion des mesures de protection. Les suivis doivent être resserrés et inscrits dans le temps.

9. Nous voulons une prise en charge éducative qui s'inscrive au moins sur 10 ans

A plus long terme, les enfants et jeunes concernés devraient pouvoir bénéficier de prise en charge dans des établissements innovants, à créer, qui les aident à sortir de la logique d'échec social et scolaire tout en prenant en compte leurs difficultés antérieures avec les institutions.

Les enfants identifiés comme étant en difficulté en milieu scolaire devraient pouvoir bénéficier au plus tôt d'un suivi coordonné, sur une période de 10 ans par un référent unique mandaté par les

autorités et susceptible de mobiliser les autres services, et ce en lien étroit avec les familles.

10. La culture pour tous

La culture doit s'adapter aux besoins des habitants, les équipements culturels de proximité devraient prendre en compte la créativité des groupes de jeunes, et soutenir les projets innovants, permettre aux habitants à travers des associations d'animer ces lieux. Les habitants des quartiers populaires fréquentent peu ces lieux parce qu'ils ne se sentent pas concernés par la programmation. Le développement de la culture est un projet nécessaire aux habitants qui souhaitent bénéficier également de programmation réfléchie avec eux et les acteurs de terrain : associations, éducation nationale, centres sociaux. Il faut faire des réunions de programmation pour garantir la culture pour tous.

Nous souhaitons que soient valorisées les trajectoires de réussite des jeunes issus des quartiers, ainsi que les artistes issus de nos quartiers. (Ainsi le film récent de « Approches, cultures et territoires », Vivre et grandir au lycée nord).

11. Éducation populaire

Il est urgent que les centres sociaux reviennent à leur véritable mission d'éducation populaire, qu'ils soient représentatifs des habitants et ouverts aux attentes des jeunes de plus 10 ans, porteurs de projets collectifs élaborés avec et pour les habitants et les associations de quartier. Nous souhaitons qu'ils aient les moyens d'agir et que les professionnels qui y travaillent ne soient plus sur des emplois précaires et sous-qualifiés. Notre jeunesse a besoin d'un encadrement de qualité.

12. Des emplois pour nos jeunes.

C'est la première demande des familles : des emplois et un avenir pour nos enfants. Nous demandons à être associés à la création d'activités économiques rémunérées. Les chantiers tels qu'Euromed, les zones franches, les travaux d'intérêts publics financés par les institutions doivent être contraints de favoriser l'emploi des jeunes des quartiers en difficultés au lieu de les discriminer « au faciès » ou à l'adresse ; en lien avec les services de pôle emploi et sous le contrôle des autorités locales (mairies de secteurs, préfecture, éducateurs). La transparence et la nécessité d'un recrutement significatif d'habitants issus des quartiers concernés doivent devenir la règle et être une condition pour bénéficier des appels d'offre publics.

13. Prévenir la grande pauvreté

Nous attendons que les services sociaux aident de façon plus efficace à régler les problèmes qui engendrent des situations d'endettement et mettent certaines familles, en particulier les mamans seules, en position vulnérable face aux réseaux. L'endettement doit être considéré comme un sérieux problème qui exige des réponses rapides. Prendre en compte ces problèmes en amont, c'est assurer la prévention en direction des familles vulnérables.

14. Egalité et développement des services publics entre tous les quartiers de Marseille.

Les réorganisations des politiques publiques, et les règles de « rentabilité » ont d'abord pénalisé les quartiers où ces services sont les moins rentables, c'est-à-dire les nôtres. Près de 50% des familles de nos quartiers ont besoin des aides sociales pour survivre (CAF), et les restrictions de personnels ou les politiques du « tout informatisé » aggravent les difficultés d'accès aux droits les plus élémentaires ; plus qu'ailleurs tous les services publics doivent être présents, accessibles et humanisés, (services sociaux, transports en communs, postes, santé, culture et éducation, même les lycées dits professionnels sont plus nombreux dans les quartiers sud de la ville) contrairement à la

dégradation actuelle due au manque de personnels et aux économies d'investissement dans ce domaine. Ceci engendre inévitablement attentes insupportables, incivilités, et découragement vis-à-vis de la chose publique.

15. Santé et prévention des maladies psychiques.

Nous refusons que nos quartiers deviennent des déserts médicaux et que les dépassements d'horaires instaurent une médecine à deux vitesses dont nous serons exclus de fait.

En particulier nous demandons un soutien efficace auprès des familles dont les jeunes et adultes sont suivis par les CMP et CMPP. Création d'une association de parents et des familles atteint par la maladie mentale. Nous demandons que ne soient pas traités de façon pénale la vulnérabilité psychique ou les troubles psychiques des enfants. Pour ce, les services de pédo-psychiatrie sont à renforcer sur ces territoires, ils doivent travailler de façon étroite avec l'institution scolaire et le suivi éducatif.

Nous demandons des moyens et une priorité au service public, (CMP, CMPP, centres de santé pluri-discisplinaires, point écoute), qui doit travailler avec les généralistes pour la consommation de médicaments psychotropes.

16. Prévention des addictions

Nous souhaitons que nos enfants puissent rencontrer des adultes et professionnels qui les aident à prendre conscience des risques qu'ils prennent en consommant les produits présents dans nos quartiers La prolifération de l'offre accentue une hausse de la consommation. Il est donc nécessaire de mettre en place une information sur les risques liés à la consommation de produits psycho-actifs, nous souhaitons que des services spécialisés reviennent sur le territoire, aillent au devant de habitants, et puissent se rendre dans les familles (réinstauration de points écoute jeune et famille, avec une approche pluridisciplinaire).

17. Soutien et aide aux familles

Les parents et les familles dont les enfants ont des problèmes d'addiction ou sont "pris dans l'engrenage" des activités des réseaux et subissent la pression de ceux-ci, demandent un soutien de type "aide aux victimes" pris en charge par des institutions publiques et de professionnels (lieu d'accueil, d'écoute et de conseils pratiques, aides aux mesures d'éloignement). Il faut aussi des lieux qui permettent la rencontre et le croisement des expériences et difficultés parentales. Le rôle des parents et de la famille est déterminant dans la prévention et la réinsertion.

18. Nous demandons que **la gestion de l'espace public** soit améliorée et sécurisée (ex : éclairage public, enlèvement d'épaves …).

Un aménagement des espaces publics pour les enfants, les adolescents et les personnes âgées devrait être pensé avec les associations de locataires et les bailleurs sociaux.

• Renforcer la relation intergénérationnelle par l'amélioration du cadre de vie pensé avec et pour l'habitant.

• Les aînés immigrés sortent peu et sont souvent confinés dans leurs cités, prendre en compte les besoins des « chibanis » et apporter des réponses diversifiées.

• La mixité sociale tant voulue apparaît comme une non-mixité de fait et renvoi à la question de la mobilité des ménages sur le parc de logements HLM.

• Demande de transparence dans les attributions des logements sociaux, refus du clientélisme et présence des habitants dans les conseils d'attribution (élus).
19. Nous demandons que les espaces publics soient sécurisés : Nous demandons la présence de gardiens logés dans les lieux et les services publics (écoles), des gardiens issus et habitant nos cités. Ce qui ferait des emplois pour nos jeunes.
Nous demandons, dans de nombreux quartiers, que soit repensée la question de l'aménagement des espaces et des transports en commun, en lien avec la sécurisation de l'espace (présence de commerces de proximité, circulation dans la cité, dangerosité des voies rapides …).

20. Nous demandons que **les bailleurs sociaux** s'engagent à permettre de vivre en toute tranquillité (fermeture des halls, entretiens des espaces communs, fermeture sécurisée des boîtes de compteurs d'eau, d'électricité, de gaines, faux plafonds…).

Nous voulons rendre inconfortables les lieux du trafic par des transformations physiques de l'espace (murs, éclairage..) en lien avec les bailleurs sociaux. Les organismes HLM devront participer à la transformation rapide dès que des lieux sont occupés par des trafiquants, les centres sociaux et associations de quartiers devront réinvestir les espaces pour les animer avec les habitants, par des projets spécifiques, avec un financement rapide qui n'attende pas l'année prochaine. IL faut une mobilité de l'action entre bailleurs et associations de prévention pour occuper les espaces et ne pas les laisser abandonnés par la peur et l'inertie des dispositifs.

21. Nous voulons reprendre confiance dans les institutions publiques.

Nous avons besoin de leur présence. Une attention particulière doit être exercée sur l'usage des financements publics attribués sur nos quartiers. Les associations qui servent de « vivier électoraliste » doivent être identifiées et soumises à un audit externe et interne pour remédier à ces dérapages. Nous demandons la création d'une commission indépendante pour les associations qui bénéficient des financements publics (personnalités irréprochables, habitants, militants associatifs connus pour leur intégrité …) ainsi que la transparence des critères d'attribution.

22. Une police exemplaire et de proximité

Nous demandons le retour d'une police de proximité en lien permanent avec chacun des quartiers et ceux qui y vivent ou y travaillent, avec les moyens nécessaires pour un vrai travail de prévention. La police est un service public et doit être au service du public et des habitants. Nous demandons la transparence sur les suites de l'affaire de la BAC nord.

Les trafics de drogue et des armes sont devenus une véritable économie parallèle, offrant souvent le seul « avenir » rémunéré pour les jeunes de nos quartiers. Ils sont les « petites mains » et en payent le prix de leur vie. Nous demandons que la police de répression ne se contente pas d'intervention pour déplacer les problèmes mais concentre ses efforts sur le démantèlement des sommets de ces réseaux, et particulièrement sur celui des armes.

23. Les habitants au cœur du projet

Une réelle représentativité des habitants, dans les conseils d'administration des bailleurs de logements sociaux et des centres sociaux devrait être assurée, et dans les organismes qui gèrent ces équipements. La participation des habitants doit être plus qu'une participation réduite à un simple comité d'usager ; il faut leur permettre d'être des forces de proposition et d'être garants du bon fonctionnement de la démocratie participative. Nous, habitants acteurs, nous voulons être pris en considération dans les projets du développement social local. Les projets pertinents devront être retenus et reconduits afin de mettre ensemble un processus d'évaluation sur le long terme (par un

conseil d’évaluation d’acteurs habitant et professionnels et élus..). Il s’agit de mesurer l’efficience des projets (par les actions engagées) évaluation, amélioration, et ajustement du projet au regard de sa visée.

IL FAUT UN PLAN D’URGENCE POUR SAUVER NOS QURTIERS ET L’IMAGE DE NOTRE VILLE

Au delà de l’urgence d’un plan de sécurité, nous souhaitons nous battre dans la continuité, pour la vie de nos enfants et pour un avenir meilleur. Nous voulons que l’argent ne soit pas la seule réussite sociale qui écrase toutes nos valeurs fondamentales. Nous vivons dans cette société où la pauvreté devient la règle et l’argent devient une arme redoutable qui engendre la violence.

Nos valeurs de solidarité, de fraternité de justice et d’égalité sont notre seul « capital » à protéger, elles permettent de vivre ensemble, de les partager et de les transmettre.

Nous ne sommes ni victimes, ni complices et encore moins coupables de cette situation. Nous sommes responsables de l’avenir de nos enfants.
Nous voulons un vrai dialogue avec les autorités et les décideurs… mais pour dialoguer il faut être deux… Nous sommes prêts, aujourd’hui et dans la durée !

Texte déposé à la préfecture